

Les Bloggeurs Lorrains Engagés

Florange, le 8 octobre 2010

TR/mdb-20101008

Objet: projet de captage, transport et stockage de CO₂ de Florange

Monsieur,

Vous avez accepté en début d'année de répondre à l'interview menée par C&S Conseils sur notre projet de captage, transport et stockage de CO2 de Florange. Nous tenons à vous en remercier.

Cette étude nous a permis de mieux cerner les perceptions et attentes des acteurs concernés par le projet. Vous trouverez une synthèse jointe à ce courrier.

Ces premiers retours nous sont actuellement très utiles pour déterminer les modalités d'information et d'expression les plus appropriées à mettre en œuvre autour de ce projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Thierry RENAUDIN Directeur Général ArcelorMittal Lorraine

ARCELORMITTAL

PROJET DE CAPTAGE, TRANSPORT ET STOCKAGE DE CO₂ EN LORRAINE

SYNTHESE DE L'ANALYSE DE CONTEXTE

SEPTEMBRE 2010

En premier lieu, nous voudrions remercier toutes les personnes qui ont participé à cette étude. Leurs témoignages nous ont permis de bâtir une analyse du contexte du projet.

Contexte du projet

ArcelorMittal envisage de capter le CO_2 issu de l'un des deux hauts fourneaux du site de Florange en Moselle, pour le transporter par gazoduc souterrain jusqu'à un site de stockage dans le sous-sol.

Ce projet s'intègre dans le projet ULCOS (Ultra Low CO₂ Steelmaking) porté par la sidérurgie européenne.

Suite aux études documentaires réalisées en collaboration avec le BRGM et Geogreen, des zones potentielles de stockage ont été identifiées et doivent faire l'objet d'une phase d'exploration géologique pour confirmer leur intérêt. ArcelorMittal a donc déposé une demande de permis de recherche auprès des autorités en avril 2010 sur une zone couvrant des portions des départements de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle, et de la Moselle.

D'un coût estimé à plusieurs centaines de millions d'euros, l'ensemble du projet devrait se dérouler sur la période 2010-2015, avec la réalisation des premiers tests d'injection du CO_2 dans le site de stockage en 2013, et le démarrage de l'injection industrielle fin 2015.

Constatant que le projet ne relève pas de la procédure de saisine de la Commission nationale de débat public, mais souhaitant démarrer une phase de concertation sur le projet, ArcelorMittal a missionné le cabinet C&S Conseils pour réaliser une étude de contexte afin de définir les modalités d'information et de concertation les plus appropriées.

Méthodologie

L'analyse est fondée sur une quarantaine d'entretiens.

Sur la base d'une liste d'acteurs validée par ArcelorMittal, les consultants de C&S Conseils ont pris rendez-vous auprès des acteurs.

Les entretiens semi-directifs ont été menés sur la base d'un guide d'entretien. Les entretiens ont duré entre 20 mn et 1 heure. Les propos tenus par les interviewés sont restés confidentiels, seule une synthèse étant délivrée à ArcelorMittal.

Parmi les personnes interrogées, on trouve :

- ArcelorMittal et ses partenaires
- La Commission Européenne
- Les services de l'Etat
- Les établissements publics et agences scientifiques
- Les acteurs socio-économiques
- Les Elus (ou les représentants qu'ils ont désignés)
- Les Associations

L'analyse de contexte dont les principales conclusions sont retranscrites ci-après est un reflet des préoccupations et attentes des personnes interrogées vis-à-vis du projet.

Synthèse des résultats

Perception des territoires de captage, transport, et stockage du CO₂

D'après les acteurs rencontrés, les territoires de captage (Moselle), et ceux envisagés pour le transport ou le stockage de CO_2 ont tous été marqués par la **désindustrialisation** et connaissent depuis des **difficultés d'emploi importantes**. Ainsi, l'enjeu majeur pour les zones de captage et transport de CO_2 consiste à **pérenniser la filière industrielle**, en privilégiant innovation et modernisation. Ces deux zones ont un certain nombre de projets de développement, par opposition à la zone de stockage dont le **déficit de projets économiques et d'emplois** est souligné par l'ensemble des acteurs interrogés.

Sur le plan environnemental, l'enjeu pour le territoire de captage consiste à améliorer sa qualité environnementale et paysagère, encore très marquée par les friches industrielles et où les efforts doivent être poursuivis pour réduire la pollution industrielle. Le territoire envisagé pour le stockage est quant à lui décrit comme un secteur préservé sur le plan environnemental. Si l'augmentation de la sensibilité des populations aux questions environnementales est rapportée par les acteurs sur le territoire de captage, la culture industrielle et la question de l'emploi reste prégnante, comme sur le territoire de transport. En Meuse, la question du laboratoire de Bure sur le projet de stockage réversible des déchets nucléaires, décrite comme l'unique grand projet de développement du département, est un sujet sensible qui mettrait à mal les efforts d'encouragement à la préservation de la nature, selon plusieurs acteurs rencontrés.

L'état des connaissances et la perception du projet

Globalement, le projet ULCOS semble bien accueilli et perçu favorablement par l'ensemble des acteurs, à l'exception des associations, qui adoptent un discours plus prudent et plus neutre sur le projet.

La connaissance du projet

La majorité des acteurs définissent l'enjeu majeur du projet comme le **développement** d'une industrie plus respectueuse de l'environnement. Les autres enjeux cités sont l'enjeu technologique, à savoir la démonstration de la faisabilité du captage et stockage de CO₂, la pérennisation de l'emploi industriel local, et des enjeux stratégiques pour l'avenir de la sidérurgie.

Les points forts, opportunités

On retrouve dans les opportunités offertes par le projet les principaux enjeux identifiés ci-avant. A noter également pour certains l'opportunité d'accroître la compétitivité des territoires concernés, et plus largement de la France et de l'Europe en matière de production industrielle propre. Pour la plupart des acteurs, l'opportunité de pérennisation de l'emploi local est évidente pour le territoire de captage, et certains voient dans le projet ULCOS la volonté d'ArcelorMittal de rester implanté en Lorraine.

Autres points forts et opportunités:

- le fait que le projet soit porté par un consortium rassemblant de nombreux industriels

- de nombreux acteurs mettent également en avant **le choix du territoire du projet** comme un point fort au regard de ses atouts : savoir-faire et outils industriels performants, qualités géologiques du sous-sol

> . Points sensibles, risques

A l'image des points forts et opportunités du projet, le champ des risques et des points sensibles évoqués par les acteurs interrogés est également très varié.

Les acteurs estiment que les risques techniques du projet sont très faibles, voire nuls. Ils estiment en revanche que le passage du gazoduc souterrain pourra poser des **problèmes d'acceptabilité sociale** dans les territoires traversés.

De nombreux acteurs s'inquiètent des **risques environnementaux et sanitaires du stockage géologique de CO₂**, dans la mesure où le retour d'expérience dans ce domaine est jugé insuffisant. Ils attendent la réalisation d'études techniques d'évaluation des impacts du projet.

Autre point sensible identifié: l'éloignement entre le site de captage et les zones potentielles envisagées pour le stockage.

La majorité des acteurs craint également une opposition de la population au site de stockage. Ajouté à l'existence du laboratoire de Bure sur le stockage des déchets nucléaires, le projet de stockage de CO₂ d'ArcelorMittal risque en effet d'engendrer un sentiment de saturation au sein de la population et de refus de devenir « la poubelle de la Lorraine ». Certains craignent l'altération de l'image « verte » que le département de la Meuse s'efforce de promouvoir, et la perte de valeur des terrains situés au-dessus du site de stockage.

La difficulté à appréhender concrètement les retombées économiques du projet est identifiée comme un point sensible par plusieurs acteurs locaux qui mettent en garde contre le risque de déception face à des retombées économiques inférieures aux attentes locales.

D'autres acteurs s'inquiètent du coût du projet et ses modalités de financement. De nombreux acteurs locaux mettent également en avant les conséquences économiques et d'emplois en Lorraine et dans le monde de l'échec du projet comme un point particulièrement sensible.

Pour finir, la question de l'existence d'alternatives au projet a suscité peu de propositions de la part des acteurs interrogés, la plupart estimant qu'il n'existait pas d'alternatives efficaces et applicables à court terme, à moins d'arrêter la production d'acier dans le monde.

La perception d'ArcelorMittal

Les acteurs estiment qu'ArcelorMittal n'est « ni mieux, ni pire » que les autres industriels de taille mondiale, ils n'en identifient pas moins de **nombreux points forts et points sensibles spécifiques au groupe**.

Des points forts

Le **principal point fort** du groupe est sa **position de leader mondial de l'acier** et sa **compétence technique**. Et par conséquent une vraie crédibilité dans la conduite du projet ULCOS.

La force fédératrice du groupe autour du projet ULCOS est également identifiée comme un point fort.

Enfin, quelques acteurs mettent également en avant **la qualité des équipes locales** du groupe et de la direction d'ArcelorMittal Lorraine en matière de communication interne ou de gestion de projet.

Des points faibles

A côté de ces points forts, **plusieurs points faibles** du groupe sont recensés par les acteurs interrogés, en particulier **en termes d'image et de communication** :

- l'image d'ArcelorMittal reste entachée de la décision de **fermeture de l'usine de Gandrange**, et plus particulièrement par ce qui est perçu comme le non-respect des engagements pris par le groupe ou par l'Etat.
- l'éloignement des centres de décision du groupe consécutif au rachat d'Arcelor par Mittal est vu comme un point sensible pour le territoire. Cet éloignement se traduit en effet par une recherche accrue de la rentabilité financière à court terme et par un détachement du groupe des préoccupations locales.
- le manque de visibilité sur l'avenir des sites de production d'ArcelorMittal,
- les **intentions réelles d'ArcelorMittal** dans le projet ULCOS : obtenir des subventions pour financer des investissements qui découlent d'obligations européennes ?
- les lacunes du groupe en matière de communication, d'une manière générale avec les acteurs locaux, en particulier en cas de crise. Les acteurs identifient deux causes principales à ce constat : le traumatisme de Gandrange et l'éloignement et la centralisation des décisions.

Cependant certains acteurs soulignent les progrès réalisés en matière de communication en général et sur le projet. Ils ont ainsi notamment exprimé leur satisfaction à l'égard de l'organisation de présentations du projet par l'équipe-projet, et des entretiens de l'étude de contexte.

Les conseils et attentes en matière de communication

Les clés d'une concertation réussie

Les conditions de réussite d'une concertation couvrent à la fois le champ de la préparation de la concertation, de son déroulement, et de son issue.

En **préparation de la concertation**, les acteurs insistent sur la nécessité de réaliser une analyse des enjeux, préoccupations et attentes locales, et d'aller rencontrer les acteurs locaux afin de leur présenter le projet et les étapes à venir. Ils recommandent également de tenir compte des calendriers électoraux et des étapes administratives.

Durant la concertation, les acteurs soulignent également la nécessité d'informer le plus largement la population, et de manière complète, transparente, pédagogique et régulière. Ils mettent particulièrement l'accent sur la nécessité de monter des dossiers solides sur les plans techniques et juridiques.

D'une manière générale, les acteurs insistent sur la nécessité de montrer que la décision de réaliser le projet n'est pas encore prise, afin de laisser toute sa place à la concertation.

Concernant **l'issue de la concertation**, il est recommandé d'avoir des objectifs de sortie réalistes, à savoir permettre l'échange et l'expression de tous sans attendre d'aboutissement sur un consensus ou une décision collective. Néanmoins, les acteurs insistent sur l'importance de permettre la traçabilité des échanges afin de montrer leur prise en compte.

Les facteurs d'échec d'une concertation

On trouve comme facteurs d'échec une communication lancée très en amont mais sans suite, une découverte des informations par le biais de la presse et non par le maître d'ouvrage, la mise en place d'un dispositif de concertation et d'une communication réactifs et non pro-actifs (sans initiative, simplement en réponse aux opposants).

Concernant les **échanges**, les acteurs mettent en garde contre l'absence d'écoute et les compétences lacunaires des porte-parole en matière de communication, l'absence d'écoute mutuelle entre les participants, la cristallisation des positions des acteurs, ou encore la remise en cause de la crédibilité des experts.

Les thèmes attendus et les recommandations en termes de discours

Pour les acteurs interrogés, les **thèmes à traiter en priorité** dans les documents de concertation sont les suivants : le contexte environnemental dans lequel le projet s'inscrit et la genèse du projet, la production d'acier, les caractéristiques du CO_2 , la technique du captage, transport, et stockage de CO_2 , le caractère expérimental du projet, le stockage géologique du CO_2 , l'apport du projet pour l'environnement , les retombées économiques du projet, les risques du projet, l'avenir du site à long terme, la propriété des installations et du CO_2 , la phase travaux, le coût et le financement, et enfin le processus décisionnel et l'état d'avancement du projet.

Les modalités envisagées

En termes de **support d'information**, la plupart des acteurs préconisent la mise en œuvre de **moyens classiques** tels qu'un dossier de concertation, une brochure, une lettre d'information et un site Internet.

Parmi les **modalités d'échange et de recueil des avis**, une grande place est accordée par l'ensemble des acteurs aux **réunions publiques**.

Certains acteurs insistent sur la **mise en place d'une équipe-projet bien identifiée, stable et joignable par le public**. Concernant les relations avec la presse, plusieurs acteurs insistent sur l'importance de fournir régulièrement des informations sur le projet aux journalistes.

Afin de montrer le sérieux et la transparence d'ArcelorMittal dans cette concertation, il est également conseillé de **veiller à la traçabilité des échanges**, par la réalisation de comptes-rendus de réunions notamment.

En plus de l'ensemble de ces modalités, l'ensemble des acteurs se disent favorables à la **sollicitation d'intervenants extérieurs** durant la concertation.

En particulier, la sollicitation d'experts scientifiques et techniques est largement souhaitée dans une grande variété de domaines. Quel que soit leur domaine d'intervention, les acteurs insistent sur l'indispensable indépendance et neutralité des experts sollicités vis-à-vis d'ArcelorMittal et du projet.

Outre les experts scientifiques, plusieurs acteurs recommandent de **solliciter l'ensemble des parties prenantes** pour participer à la concertation, de manière là encore à s'inscrire dans une démarche de transparence et à favoriser ainsi l'acceptabilité du projet. Les acteurs proposent ainsi de solliciter les acteurs économiques, les partenaires industriels, les syndicats, les associations et les politiques.
